JEUNES DEMOCRATES

Café Démocrate – 07 / 06 / 2011

Le nucléaire :

Peut – on en sortir ?

Sources : Ouest – France, 8 mars 2010

Nucléaire : quel risque avec l'EPR ?

Celui d'« un accident majeur », affirment des associations antinucléaires, sur la foi de documents anonymes internes à EDF.

L'EPR, réacteur de troisième génération construit sur le site de Flamanville, dans la Manche, présente-t-il « un risque d'accident majeur » ? C'est ce que disent des associations antinucléaires.

Le réseau Sortir du nucléaire, l'Observatoire du nucléaire et le Comité de réflexion, d'information et de lutte antinucléaire (Crilan) l'affirment après avoir reçu, chacun, des documents d'une source anonyme interne à EDF.

Le problème concernerait les « grappes » servant à contrôler la puissance du réacteur, qui sont, expliquent les organisations, « à la fois l'accélérateur et le frein ». Et l'accident envisagé dans les documents serait « comme le blocage de l'accélérateur à fond ».

EDF a réagi en réaffirmant que la sûreté « est la priorité ». L'entreprise adressera, fin 2010, à l'Autorité de sûreté nucléaire le dossier de mise en service de l'EPR de Flamanville. Actuellement, ajoute EDF ce dossier « en cours de finalisation fait l'objet de nombreux documents de travail dont aucune conclusion ne peut être tirée tant que les études ne sont pas terminées ».

L'alerte des organisations antinucléaires intervient alors que doit s'ouvrir, le 24 mars, le débat public sur le projet de deuxième réacteur EPR sur le site de la centrale de Penly, près de Dieppe.

Sources : Ouest – France, 30 septembre 2010

Réacteur EPR : la sécurité contestée

Des cuves à l'étanchéité incertaine ? C'est ce qu'affirme le réseau Sortir du nucléaire, s'appuyant sur des documents internes d'EDF.

Sortir du nucléaire affirme que la cuve du futur réacteur nucléaire EPR, en construction à Flamanville (Manche), pourrait être victime de fuites. Le réseau d'associations antinucléaires s'appuie sur des documents internes à EDF, datant de 2005, mis en ligne sur son site Internet.

Le nombre de soudures nécessaires à la réalisation de cette cuve et la qualité de l'acier utilisé seraient en cause. Selon Sortir du nucléaire, la procédure d'arrêt d'urgence du réacteur serait susceptible de ne pas fonctionner correctement, défaillance qui pourrait « dégénérer en un accident de type Tchernobyl ».

L'Autorité de sûreté conteste le risque.

L'Autorité de sûreté du nucléaire - le « gendarme » administratif chargé de la surveillance des installations nucléaires -, conteste ce risque. L'ASN indique que les points de fragilité soulevés par Sortir du nucléaire ont été repérés dès que le dossier lui a été soumis. « Ce risque a été pris en

compte dans les études de conception. On sait tout mettre en oeuvre pour que cet incident soit géré correctement », explique Sébastien Crombez, de l'ASN. Selon cet expert des « équipements sous pression » des centrales nucléaires, « une soudure bien réalisée et qui peut être contrôlée n'est pas une source de faiblesse ».

De son côté, EDF indique que les documents mentionnés sont « des notes d'études rédigées dans le cadre de la conception de l'EPR Flamanville 3 ». L'électricien, futur exploitant du réacteur qui doit être mis en service en 2014, souligne que, « à ce jour, l'essentiel des choix de conception a été validé par l'Autorité de sûreté nucléaire. Les échanges se poursuivent entre EDF et l'ASN pour apporter les réponses aux questions soulevées ».

Sources : Ouest France, 18 avril 2011

Le nucléaire est partout en Normandie

Réunion extraordinaire aujourd'hui des Commissions locales d'information (Cli) liées au nucléaire dans le Cotentin : le point sur l'atome dans la région. Un mois après Fukushima.

Production d'électricité, propulsion de navires, stockage et traitement de combustibles usagés, outil de diagnostic et de soin, laboratoire de recherche... Toute la palette des activités liées au nucléaire est représentée en Normandie. Avec une région en pointe : le Cotentin.

Production d'électricité

Le nucléaire est un poids lourd en Normandie avec deux pôles bien distincts et **un total de 8 réacteurs sur les 58 français**. A Flamanville, la centrale EDF compte deux réacteurs en activité depuis 1986 et 1987. Ce pôle doit se renforcer en 2014 avec le lancement de l'EPR. Le chantier est cours. Une question : le débat rouvert sur le nucléaire peut-il remettre en cause cette technologie ?

L'autre pôle normand de production est en Seine-Maritime avec deux centrales : 4 réacteurs à Paluel et 2 à Penly. Un EPR est également en projet, sans que le chantier ait débuté.

A Cherbourg, la DCNS conçoit les sous-marins nucléaires. Qui dit production dit traitement des combustibles usagés. Le Cotentin est leader avec le Centre de stockage de la Manche de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) et le centre Areva La Hague, 1er site mondial pour le recyclage des combustibles nucléaires usés.

La recherche

Caen regroupe les principaux acteurs de la recherche en lien avec le nucléaire. Le pionnier, le Grand accélérateur national d'ions lourds (Ganil) où les premières expériences ont été menées en 1985. De nombreux projets en découlent dont le futur Spiral 2. La plateforme d'imagerie biomédicale Cyceron est une autre locomotive. Ces deux ensembles sont en étroite relation avec le CHU et le centre de lutte contre le cancer. De nombreux laboratoires universitaires sont aussi engagés dans la recherche autour du nucléaire.

Nucléaire et santé

Le nucléaire chauffe mais peut aussi soigner. Il est utilisé pour des diagnostics et des soins. On le retrouve par exemple dans l'Imagerie par résonance magnétique nucléaire (IRM) ou dans la radiothérapie. En Normandie, cette activité est appelée à se développer avec le projet Archade, centre de recherche en hadronthérapie, une méthode innovante de radiothérapie pour le traitement du cancer. Un centre qui pourrait être basé à Caen à proximité de l'ensemble Ganil-Cyceron.

Digulleville
Centre de stockage de la Manche (Andra)
DCNS Cherbourg
Areva La Hague
Centre de recyclage des combustibles nucléaires usés
1 IRM
Cherbourg
Flamanville
2 x 1300 MW
EPR en construction
Paluel
4 x 1300 MW
1 IRM
Dieppe
Penly
2 x 1300 MW
EPR en projet
4 IRM
Le Havre
6 IRM
Rouen
Projet Acharde
Ganil
1 IRM
Saint-Lô
4 IRM
Caen
Université
1 IRM
Lisieux
1 IRM
Louviers
1 IRM
Vernon
Évreux
2 IRM
Centrale nucléaire
Laboratoire de recherche
Nucléaire médical
1 IRM
Avranches
1 IRM
Flers
Alençon
1 IRM

Ils tentent de sortir du nucléaire…

Source : Ouest France, 26 mai 2011

La Suisse sortira lentement du nucléaire

La Suisse renonce à construire de nouveaux réacteurs. Trois étaient à l'état de projet. Dimanche, 20 000 personnes avaient manifesté pour l'abandon du nucléaire. Pas question, pour autant, de hâter la fermeture des cinq réacteurs en service. Le plus ancien devrait s'arrêter en 2019, le plus récent en 2034. **Le nucléaire représente 39 % de la production d'électricité**.

Source : Ouest France, 30 mai 2011

Nucléaire80 % des Suisses veulent en sortir

Selon un sondage paru hier dans le journal SonntagsZeitung, huit Suisses sur dix soutiennent la décision prise mercredi par les autorités helvétiques, qui envisagent une sortie progressive du nucléaire. Les cinq réacteurs en fonctionnement ne seraient pas remplacés à l'issue de leur période d'exploitation, d'ici à 2034. Même si 85 % des Suisses se disent favorables au passage aux énergies renouvelables, et 64 % prêt à voir leur facture d'électricité grimper de 15 %, la facture pourrait être plus salée que prévu.

Source : http://www.lemonde.fr/europe/article/2011/05/30/allemagne-une-sortie-du-nucleaire-progressive_1529625_3214.html

Allemagne : une sortie du nucléaire progressive

L'Allemagne est devenue la première grande puissance industrielle à renoncer à l'énergie nucléaire : Berlin a en effet annoncé, ce lundi 30 mai,vouloir fermer ses derniers réacteurs en 2022. Cette décision, accélérée par la catastrophe de Fukushima en mars, est un véritable défi **dans un pays où l'énergie nucléaire représente 22 % de la production d'électricité**.

La fermeture progressive des 17 réacteurs en activité

La fermeture des 17 réacteurs allemands va se faire de manière progressive. Dans l'immédiat, elle concerne les huit plus anciens. Sept ont été désactivés en mars à la suite de l'accident de Fukushima. Un huitième, à proximité de Hambourg, avait été arrêté en 2009 à la suite d'un accident. Ils ne seront pas remis en service même si l'un d'entre eux va être *"mis en veille"*, pour pallier une éventuelle pénurie énergétique. *"Le réacteur est arrêté mais il continue à être entretenu et refroidit, de façon à pouvoir le redémarrer"*, explique Bernard Laponche, physicien nucléaire et expert en politique énergétique, membre de l'association Global chance, une association de scientifiques critique à l'égard de l'énergie nucléaire.

Parmi les neuf réacteurs restants, six vont être arrêtés d'ici à la fin de l'année 2021. En cas de problème dans la transition énergétique, les trois plus récents continueront à fonctionner un an de plus.

Quelles énergies pour remplacer l'énergie nucléaire ?

D'ici 2022, l'Allemagne va devoir remplacer une énergie d'où provient 22 % de son électricité et dès aujourd'hui, il lui faut compenser les 6,8 % correspondant aux huit réacteurs déjà arrêtés. *"Dans l'immédiat, les Allemands vont peut-être utiliser un peu plus de charbon* [43 % de l'électricité allemande] *et importer un peu plus d'électricité",* estime Bernard Laponche, *"mais de façon transitoire"*.

L'Allemagne, où la décision de sortir du nucléaire avait été prise une première fois en 2002 par le gouvernement de Gerhard Schröder, va *"réduire la consommation d'électricité et parallèlement, augmenter la part des énergies renouvelables"*, explique le physicien. De fait, un document rédigé par le gouvernement et que Reuters a pu se procurer lundi 30 mai, indique que l'Allemagne prévoit de réduire sa consommation d'électricité de 10 % à l'horizon 2020.

Concrètement, *"il y a toute une batterie de mesures déjà prévues par le plan d'efficacité énergétique et qu'ils vont probablement accélérer"*. Ces mesures concernent l'industrie, avec des programmes pour des moteurs moins gourmands, les immeubles, dont la consommation va être réduite, et les appareils électroménagers et audiovisuels, qui présentent des *"potentiels importants"* d'économies d'énergie. Concernant les énergies renouvelables, elles représentent déjà 18 % de la production d'électricité. Si rien n'a été annoncé pour le moment, leur part dans la production d'électricité devrait augmenter.

Le prix de l'électricité va-t-il augmenter ?

"Il peut y avoir une augmentation, mais pas dans des proportions extravagantes", prédit Bernard Laponche, qui note au passage que la récente volonté d'EDF d'augmenter les tarifs de 30 % en cinq ans montre que même avec l'énergie nucléaire, *"il y a ce phénomène d'augmentation"*. En outre, *"si, à usage égal, vous diminuez la consommation d'électricité, la facture n'est pas forcément plus élevée"* assure le physicien.

L'Allemagne va-t-elle se comporter comme un "passager clandestin" ?

Réagissant lundi matin au projet allemand, Laurence Parisot, la patronne du MEDEF se demandait si l'Allemagne allait adopter *"la théorie du passager clandestin"* et continuer à importer de l'électricité française, dont 75 % est d'origine nucléaire. *"Pour le moment, la France importe plus d'électricité d'Allemagne que l'inverse",* tempère Bernard Laponche. De fait, en 2010, d'après les chiffres de Réseau de transport d'électricité (RTE), le gestionnaire du réseau électrique français, la France exporte 9,4 térawattheures (TWh) en Allemagne, tandis que l'Allemagne en exporte 16,1 vers la France.

L'Allemagne veut sortir du nucléaire d'ici à 2022

Source : Ouest France, 31 mai 2011

Après la catastrophe de Fukushima, le gouvernement allemand change radicalement de cap. Mais la fermeture des centrales représente un défi énergétique de taille.

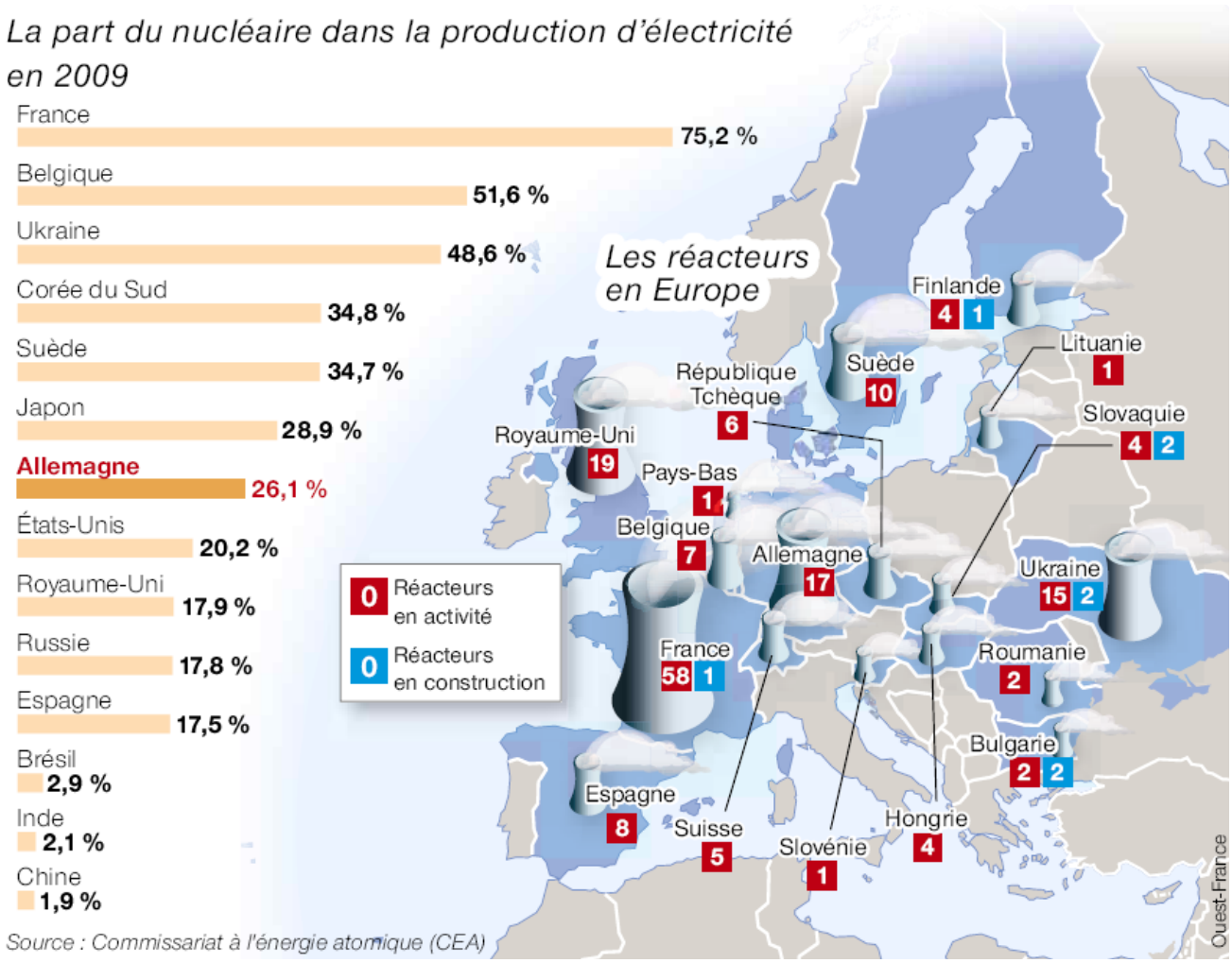
Le gouvernement Merkel s'est mis d'accord, dans la nuit de dimanche à lundi, pour que **les sept centrales mises hors circuit en mars ne rouvrent plus leurs portes**. Les autres fermeront en 2021. Si besoin, trois centrales fonctionneront jusqu'en 2022 et une pourra être maintenue en réserve. **L'Allemagne se retrouve à peu près au point où elle était l'année dernière. À l'époque où le projet de l'ex-chancelier Schröder de sortir du nucléaire était encore d'actualité**.

Sept mois, donc, pour une **marche arrière d'Angela Merkel** sur le sujet sans doute le plus brûlant de l'actualité politique allemande. En octobre 2010, la chancelière avait décidé, malgré les fortes protestations de la population allemande et de l'opposition, de prolonger l'ère nucléaire en Allemagne jusqu'à l'horizon 2040.

C'était avant la catastrophe de Fukushima. « La donne a changé », avait alors expliqué Angela Merkel devant le Parlement allemand. En décidant, en mars, d'appliquer immédiatement un moratoire à cette prolongation et de sortir sept des dix-sept centrales du circuit, le gouvernement avait voulu réagir rapidement dans un contexte électoral risqué. Pari perdu. La montée en flèche des Verts a permis à la gauche de remporter les trois dernières élections régionales.

Il ne restait plus à Angela Merkel qu'à fixer une nouvelle date pour la sortie du nucléaire. C'est ce qui a été fait hier, même si le texte doit encore passer devant le Bundestag le 6 juin. La chancelière tente d'obtenir un consensus avec l'opposition, qui ne se montre pour l'instant pas complètement convaincue.

La question de l'avenir du bouquet énergétique allemand reste, en effet, posée. Aujourd'hui, un quart de la production d'électricité est assuré par l'atome. Outre l'objectif de réduire drastiquement la consommation d'électricité, l'Allemagne souhaite continuer à investir massivement dans les énergies renouvelables. Notamment avec de grands projets: parcs d'éoliennes en mer du Nord, projet à long terme « Desertec » de parcs photovoltaïques dans le Sahara. Cependant, la sortie du nucléaire impliquera probablement pour les Allemands de continuer dans un premier temps à miser sur le charbon.


La part du nucléaire dans la production d'électricité en 2009
France 75,2 %
Belgique 51,6 %
Ukraine 48,6 %
Corée du Sud 34,8 %
Suède 34,7 %
Japon 28,9 %
Allemagne 26,1 %
États-Unis 20,2 %
Royaume-Uni 17,9 %
Russie 17,8 %
Espagne 17,5 %
Brésil 2,9 %
Inde 2,1 %
Chine 1,9 %
Source : Commissariat à l'énergie atomique (CEA)
Les réacteurs en Europe
0 Réacteurs en activité
0 Réacteurs en construction
Finlande 4 1
Lituanie 1
Suède 10
République Tchèque 6
Slovaquie 4 2
Royaume-Uni 19
Pays-Bas 1
Belgique 7
Allemagne 17
Ukraine 15 2
France 58 1
Roumanie 2
Bulgarie 2 2
Espagne 8
Suisse 5
Slovénie 1
Hongrie 4
Ouest-France